

Journée d'études, collège doctoral franco-allemand

22 novembre 2012, salle 1.418

9:30 – 10:00 Présentation des intervenants et introduction de la journée d'études.

Claire de Cazanove, Adrien Bayard et René Dorn

10:00 – 12:00 La violence: de l'imaginaire à la production du discours normatif.

Présidence: Tim Geelhaar, M. A.

- Caroline Parsi, *Le crime d'honneur en Corse ou la relativité de la violence (deuxième moitié du XIX^e siècle)*.

- René Dorn, *Die Geschichtsphilosophie der Achsenmächte. Eine nicht-biologische Fundierung des Nationalsozialismus*.

- Jeanette Ehrmann et Felix Trautmann, *La libération de la violence. Etienne de la Boétie en dialogue avec Frantz Fanon*.

12:00 – 13:30 Déjeuner

13:30 – 17:00 Justifier, condamner, encadrer ou magnifier: les rapports entre violence et narration.

Présidence : Prof. Anne Nissen

- Anne Renée Castex et Bruno Gombert, *La prise de Babylone en 689 avant J.-C.: un siège hors-normes ?*

- Adrien Bayard, «Prendre villes et places fortes, les ramener en son pouvoir selon le droit de la guerre» : *La violence dans les campagnes d'Aquitaine (760-768)*.

14:45 – 15:00 Pause

- Lucie Malbos, *Les raids Vikings à travers le discours des moines occidentaux: de la dénonciation à l'instrumentalisation de la violence (fin VIII^e – IX^e siècle)*.

- Léonie Wagner, *Die UN-Entwicklungsdekaden 1966-1990 – Abbau oder Manifestierung struktureller Gewaltverhältnisse in den Nord-Süd-Beziehungen?*

16:15 Discussion générale et premiers éléments de conclusion.

Prof. Andreas Fahrmeir

17:00 Fin

Présentation :

La violence peut se définir comme l'usage d'une force physique ou psychologique destinée à contraindre et dominer. Pour atteindre son but, l'auteur choisit d'infliger des dommages pouvant aller jusqu'à la mort. Pour cela, il porte atteinte à l'intégrité physique ou morale, aux possessions et participations symboliques d'un individu ou d'un groupe opposé. Ce dernier peut alors s'affirmer comme victime, ce qui n'implique nullement la passivité des agressés.

Les actions violentes sont chargées de valeurs positives ou négatives, selon la situation jugée normale ou légale. Cependant, même encadrée par des normes institutionnelles, juridiques ou culturelles, la violence porte en elle l'idée d'une infraction. Il est donc nécessaire pour les groupes humains auteurs, victimes ou témoins de ces transgressions, de les expliciter dans des discours. Il convient, en effet, de limiter ces débordements, soit en les légitimant voire en magnifiant ces actes d'exception, soit en les réprouvant et les rejetant comme « barbares ». Lorsqu'on parle de la violence, il est donc impossible de dissocier les faits de la façon de les appréhender.

Cette notion simple au premier abord, s'avère extrêmement complexe pour peu que l'on confronte les points de vue. Car si les acteurs et les modalités sont souvent bien renseignés, les motivations nous sont bien moins accessibles. Ainsi, la phase de violence peut n'être que le moment de cristallisation d'une rivalité plus latente ou le moyen d'instaurer une relation entre deux acteurs, un vecteur du lien social. De la même façon, la perception du caractère violent d'une situation peut s'éroder ou se renforcer avec le temps. Ces éléments nous obligent à une attention particulière sur l'émetteur et les destinataires des discours produits autour de ces actes, ainsi que sur la multiplicité des supports documentaires.

Dans le cadre d'une réflexion diachronique et dans la perspective de confronter les approches bibliographiques allemandes et françaises, plusieurs pistes de réflexion peuvent être proposées : une étude des gestes interprétés comme les indicateurs des choix effectués par les acteurs, celle du polissage de la violence et de son degré d'acceptation par les sociétés, celle de son impact sur les représentations et les imaginaires et enfin celle des effets à l'échelle des hommes (blessures, traumatismes ou disparitions...) et des territoires (destructions, abandons ou réorganisations...).

Présentation des communications

La violence : de l'imaginaire à la production du discours normatif.

Caroline Parsi (CRHXIX), *Le crime d'honneur en Corse ou la relativité de la violence (deuxième moitié du XIXe siècle).*

L'appréciation de la violence est relative en Corse dans la deuxième moitié du XIXe siècle. L'étude du crime d'honneur à partir du fonds Vincent BRONZINI DE CARAFFA montre qu'on ne se représente pas l'action violente de la même façon de part et d'autre de la Méditerranée. En Corse, est considéré comme violent tout fait dénué d'honneur. Cela dit, l'opposition entre insulaires et continentaux s'avère un peu trop simpliste et n'épuise pas la complexité des modalités d'appréciation du potentiel violent du crime d'honneur. Aux Assises, les jurés, les magistrats d'origine corse ou continentale, et jusqu'au président des sessions, reconnaissent une légitimité certaine à l'homicide commis pour se venger d'un déshonneur, quel qu'en soit son degré de violence. Mais dans le même temps, les autorités représentant le pouvoir sur l'île doivent assumer fidèlement leur rôle de garantes de la justice nationale. D'où une position d'entre-deux souvent ambiguë et difficile à tenir.

René Dorn, *Die Geschichtsphilosophie der Achsenmächte. Eine nicht- biologische Fundierung des Nationalsozialismus.*

Der Einfluss der Biologie des 19. Jahrhunderts auf das menschliche Leben lässt sich kaum abschätzen. Die nicht-biologische Fundierung des Rassismus möchte das Verhältnis der Biologie zur Metaphysik im ausgehenden 20. Jahrhundert anhand des Rassenbegriffs erörtern.

Die alte Metaphysik, die durch die Biologie beinahe beiseite geschafft schien, verwandelte sich in eine geschichtliche Betrachtung des Übergangs von Natur zu Kultur. In dieser neuen geistigen Lage wurden Wissenschaftler trotz aller Anstrengung davon abgehalten, ein geschlossenes Weltbild zu kreieren. Sie scheiterten an der theologisch-politischen Aufgabe, den Sinn der Welt zu stiften. Das Bestehende ging nun nicht mehr in Philosophie oder in den Künsten, sondern in Krieg auf, um der Existenz des verdinglichten Menschen im Stadium seiner „transzendentalen Heimatlosigkeit“ (Lukacs) einen höheren Sinn zu verleihen (Simmel).

Der Positivismus als mögliche Form einer Religion machte die Verbindung von Rassenbiologie und Sozialhygiene epistemologisch durchführbar. Diese Kombination führte zur Eugenik, die unterfüttert wurde von einer solipsistischen Staatsauffassung und einem metaphysischen Begriff des Rassentypus da die NS-

Propaganda selbst mit den Mitteln des vulgärsten Darwinismus nicht mehr legitimierbar war.

Jeanette Ehrmann et Felix Trautmann, *La libération de la violence. Etienne de la Boétie en dialogue avec Frantz Fanon.*

Jede emanzipatorische Bewegung war und ist mit der Frage konfrontiert, inwieweit ihre Kritik an der Gewaltförmigkeit bestehender Verhältnisse mit dem Kritisierten verstrickt ist – oder mehr noch: inwiefern sie die Kritik selbst nicht ohne Gewalt durchzusetzen vermag. Gewalt und Gegengewalt, Macht und Gegenmacht stehen dabei in einem Spannungsfeld, das sich in historischer Hinsicht immer wieder neu artikuliert hat. Vor allem zu Beginn der Neuzeit wird nun jedoch das Verhältnis der Beherrschten und Monarchen nicht mehr als das einfacher Gewaltherrschaft gefasst. Eine der folgenreichsten Reformulierungen der Herrschaftsverhältnisse findet sich in Etienne de La Boéties *Discours de la servitude volontaire*. Dieser bestimmt die politische Herrschaft eines Einzelnen als komplexe Verstrickung von Herrschern und Beherrschten, das die Frage der Emanzipation völlig neu stellt. Die Problematik der freiwilligen Knechtschaft und die Frage ihrer Überwindung stellt auch die Kritik der Gewalt – der Gewalt der Verhältnisse als auch der Gewalt ihres Umsturzes – vor neue Herausforderungen. Verdeutlicht werden kann dies anhand Frantz Fanons Phänomenologie der Gewalt im antikolonialen Befreiungskampf (*De la violence*). Jenseits einer Dichotomie von Herrschern und Unterdrückten, Tätern und Opfern beschreibt Fanon, wie sich die koloniale Gewalt subkutan im Körper, im Geist, in den Affekten und Träumen der Kolonisieren einnistet und dort ihre deformierende und persönlichkeitszersetzende Wirkung entfaltet. Die Befreiung von der Gewaltherrschaft und die Neuerfindung des Seins erfordert daher eine Transformation der destruktiven Gewalt in eine produktive, die sich in der kathartischen Entfesselung der einverleibten Gewalt manifestiert. Doch die bleibenden psychopathologischen und -somatischen Schäden des Befreiungskampfes drohen das Versprechen der Emanzipation in eine unerreichbare Zukunft zu rücken. Die Gegenüberstellung La Boéties und Fanons eröffnet so ein vielschichtiges Tableau des Verhältnisses von Befreiung und Gewalt, das zwischen der Macht und Ohnmacht des Imaginären oszilliert und die normative Bewertung der Gewalt je unterschiedlich akzentuiert.

Justifier, condamner, encadrer ou magnifier : les rapports entre violence et narration.

Anne Renée Castex et Bruno Gombert (ArScAn-HAROC), *La prise de Babylone en 689 avant J.-C. : un siège hors-normes ?*

Parmi les innombrables sièges décrits dans les sources néo-assyriennes, il en est un qui retient particulièrement l'attention : celui de Babylone mené par le roi assyrien Sennachérib en 689 avant J.-C. Il est en effet exceptionnel à plusieurs titres : par sa cible (Babylone, la Ville Sainte) et sa durée (15 mois), mais surtout par sa motivation (la punition) et son dénouement (destruction systématique de la ville, déportation de ses dieux et habitants). Loin du pragmatisme qui caractérise habituellement la politique étrangère assyrienne, cet acharnement, motivé par le désir de vengeance d'un père dont le fils, nommé roi de Babylone, a été assassiné lors du soulèvement de la ville, témoigne d'une violence démesurée par rapport au traitement d'ordinaire réservé aux villes rebelles. Cet événement a donné lieu, à la production de discours cherchant à expliquer et justifier cette transgression des normes de la violence communément admise dans la pratique guerrière assyrienne. Il s'agira, en confrontant les différents récits de la prise de Babylone, d'établir la nature de cette transgression, et ce qu'elle révèle des représentations et du système de valeurs des Mésopotamiens.

Adrien Bayard (Lamop/ ArScAN), « Prendre villes et places fortes, les ramener en son pouvoir selon le droit de la guerre » : La violence dans les campagnes d'Aquitaine (760-768).

La violence, même guerrière constitue au haut Moyen Âge une forme de rapport social, permettant la structuration et la réaffirmation des hiérarchies. Toujours codifiés, elle impose l'adoption de certaines positions et gestes, qui sont autant de seuils reconnus et ponctués par des médiations et des réconciliations. La mise au pas des différents espaces aquitains par Pépin le Bref et Charlemagne (760-768) vient fortement nuancer ce schéma. Notre documentation pour cette période présente longuement la guerre de siège d'une rare violence menée par les premiers souverains carolingiens, dont l'issue est généralement la prise et l'incendie de la place. Or, ces sources sont produites dans l'entourage direct des rois et insistent sur les investissements réalisés, sur le sort fait aux prisonniers et la quasi absence des processus de conciliation. Il s'agit là d'un trait propre à ce conflit et nous ne possédons pas d'équivalent de cette « intensité ciblée » tant dans le règne de Pépin que dans ceux de ses successeurs. Aussi est-il légitime d'interroger cet *apax* comme le signe de la production d'un discours original sur la violence, correspondant à un moment de cristallisation de l'identité de la monarchie franque et d'en envisager les répercussions tout au long des VIII^e et IX^e siècles.

Lucie Malbos (Lamop), *Les raids Vikings à travers le discours des moines occidentaux : de la dénonciation à l'instrumentalisation de la violence (fin VIII^e – IX^e siècle).*

Faute de sources textuelles scandinaves avant le second millénaire, l'historien reste dépendant, pour étudier les siècles qui précèdent, des écrits occidentaux (*Annales royales Franques, Chronique Anglo-Saxonne...*). Pour aborder la question des raids vikings, l'historiographie traditionnelle s'est donc longtemps fondée de façon quasi-exclusive sur le discours des moines occidentaux, négligeant le contexte de rédaction ainsi que le vocabulaire employé par ces derniers qui dénoncent, horrifiés, la violence des Vikings. Mais leur regard est largement biaisé et certains historiens n'hésitent plus à parler de « propagande de guerre ». Il ne s'agit pas pour autant d'écarter totalement ces écrits, mais de reconsidérer leur contenu dans le cadre d'une approche critique déconstruisant le discours des moines occidentaux : quelles informations peut-on malgré tout en retirer ? Comment déformations et passages sous silence nous renseignent-ils, indirectement, sur l'état d'esprit de ces auteurs, mettant en lumière la confrontation de deux cultures différentes ? La terreur inspirée par la violence des raids vikings était probablement bien réelle ; pour autant, la dénonciation de la « barbarie » des hommes du Nord ne cache-t-elle pas d'autres motivations, davantage ancrées dans les préoccupations politico-religieuses du contexte d'écriture ? Comprendre la construction de ce discours dénonçant la violence des Vikings nécessite par conséquent un travail de contextualisation, dépassant le premier niveau de lectures des sources.

Léonie Wagner, *Die UN-Entwicklungsdekaden 1966-1990 - Abbau oder Manifestierung struktureller Gewaltverhältnisse in den Nord-Süd-Beziehungen?*

Obwohl die Gründung des Politikfeldes der Entwicklungspolitik nach dem Ende des Zweiten Weltkrieges mit dem erklärten Ziel angetreten war zu einer Nachkriegsordnung beizutragen, die „Freiheit von Furcht und Not“¹ für alle Menschen weltweit herstellen möge um „künftige Geschlechter vor der Geißel des Krieges“² zu bewahren, sollten die Ergebnisse entsprechender Bemühungen weit hinter diesem Anspruch zurück bleiben: So galten den Daten der Weltbank zufolge Anfang der 1990er Jahre – und damit mehrere Jahrzehnte nach dem Ausrufen der ersten sog. „Entwicklungsdekade“ durch die Generalversammlung der Vereinten Nationen (UN) – eine Milliarde Menschen als absolut arm; bezeichnend ist auch die Feststellung des UN-Entwicklungsprogramms (UNDP), dass sich die Kluft zwischen

¹ Diese, ursprünglich vom US-amerikanischen Präsidenten Roosevelt in seiner berühmt gewordenen „Four Freedoms Address“ (1941) geprägte Formulierung fand ihren gedanklichen Niederschlag in dem Gründungsdokument der Vereinten Nationen, der UN-Charta (1945), sowie der Allgemeinen Erklärung der Menschenrechte (1948) und zahlreichen weiteren internationale Vereinbarungen und Dokumenten.

² So der entsprechende Wortlaut der UN-Charta vom 26. Juni 1945.

Industrie- und Entwicklungsländern zwischen 1960 und 1993 verdreifacht habe.³ Vor diesem Hintergrund verwundert es nicht, dass etliche Autor/-innen im Rückblick das Scheitern sämtlicher Entwicklungsdekaden feststellen.⁴

Der Beitrag spürt der Frage nach, welche Zielsetzungen und Strategien im Rahmen der internationalen Entwicklungspolitik verfolgt wurden und setzt diese in Bezug zu den globalen Herrschaftsstrukturen als ein möglicher Erklärungsfaktor für deren anhaltende Erfolglosigkeit. Der Untersuchungszeitraum erstreckt sich dabei von den Anfängen entwicklungspolitischer Bemühungen in den 1950er Jahren bis in das Jahr 1990; von heuristischer Bedeutung sind dabei die sog. UN-„Entwicklungsdekaden“, die – als internationale entwicklungspolitische Leitlinien dienend – ab dem Jahr 1960 für eine Zeitspanne von jeweils zehn Jahren die Realisierung bestimmter entwicklungspolitischer Vorgaben anstrebten. Analysiert wird, welche entwicklungspolitischen Ziele und Schwerpunkte für die einzelnen Jahrzehnte gesetzt wurden. Zudem werden die wesentlichen Prämissen modernisierungs- und dependenztheoretische Ansätze als die zu dieser Zeit vorherrschenden und die Entwicklungspolitik beeinflussenden entwicklungstheoretischen Paradigmen vorgestellt. Obwohl bereits die UN-Charta von 1945 ein über die ökonomische Dimension hinausgehendes Entwicklungsverständnis aufweist und einen engen Zusammenhang zwischen Menschenrechten und Entwicklung herstellt, steht im Ergebnis der Untersuchung, dass die Würde des Einzelnen wie menschenrechtliche und gesellschaftliche Erwägungen von der entwicklungspolitischen Agenda der untersuchten Entwicklungsdekaden ebenso weitgehend ausgeklammert werden wie die Frage, wer von Entwicklungsfortschritten (bzw. einem Ausbleiben derselben) national wie international profitiert. Stattdessen wurden – von geringfügigen Akzentverschiebungen und manchen diskursiven Nuancen abgesehen – den Ländern des globalen Südens im Rahmen aller Entwicklungsdekaden letztlich makroökonomische Reformen mit dem Ziel verordnet, ein am Bruttosozialprodukt (BSP) gemessenes Wirtschaftswachstum zu erreichen. Zwar gab es auf theoretischer wie praktischer Seite auch Versuche, eine Abkehr von dieser einseitigen – und offensichtlich relativ erfolglosen – Fokussierung zu bewirken. Dies kann etwa mit Verweis auf die Grundannahmen der Dependenztheorie, die ab Mitte der 1960er Jahre rezipiert wurde, oder anhand der Bemühungen der Entwicklungsländer um eine Neue Weltwirtschaftsordnung (NWWO) in den 1970er Jahren gezeigt werden. Die entwicklungspolitische Praxis blieb von derartigen Diskussionen aber weitgehend unberührt.

Darüber hinaus fragt der Beitrag nach Erklärungen für vorgenannten Befund. Unter Bezugnahme auf Galtungs „Theorie der strukturellen Gewalt“ wie auch auf neuere,

³ vgl. z.B. Gareis; Varwick (2003): Die Vereinten Nationen. 3. Aufl. Bonn. 237 f. sowie Axworthy (1993): Democracy and Development: Luxury or Necessity? In: Mahoney, Kathleen E.; Mahoney, Paul (Hg.): Human Rights in the twenty-first century. A global challenge. Dordrecht. S. 724.

⁴ vgl. z.B. Schorlemer, Sabine von (2006): Die UN-Millenniums-Entwicklungsziele und Armutsbekämpfung: „Perpetuum mobile“ oder Durchbruch? In: Ebd. (Hg.): Globale Probleme und Zukunftsaufgaben der Vereinten Nationen. Zeitschrift für Politik, Sonderband 1. Baden-Baden. S. 97.

post-koloniale Kritiken wird diesbezüglich angeführt, dass der globale Norden Entwicklungspolitik von Beginn an als ein Instrument verstanden hat, welches häufig auf die Sicherung der eigenen nationalen Interessen ausgerichtet war, diesen zumindest aber nicht zuwider laufen durfte. So nutzten sie auch auf internationaler Ebene ihre Vormachtstellung, um die Thematisierung von globalen Abhängigkeitsverhältnissen als strukturelle Ursache von Armut und Unterentwicklung zu vermeiden bzw. zu verhindern, dass etwaige Schlussfolgerungen hieraus nachhaltigen Eingang in die entwicklungspolitische Praxis fanden. Auf diese Weise wurden bestehende Machtverhältnisse letztlich nicht abgebaut, sondern weiter manifestiert. Als Beispiel für eine entsprechende Vorgehensweise wird die in der zweiten Entwicklungsdekade vom Westen hochgehaltene sog. Grundbedürfnisstrategie herangezogen, die als Ablenkungsmanöver von den zur selben Zeit geäußerten grundsätzlichen Forderungen der G-77 Gruppe nach einer Restrukturierung der globalen (Wirtschafts-)Verhältnisse und Neuordnung der Nord-Süd-Beziehungen (NWWO) interpretiert werden kann oder die Verschiebung des (entwicklungs-) politischen Gewichts von der UN hin zu den (vom Norden dominierten) Internationalen Finanzinstitutionen in der dritten Entwicklungsdekade, nachdem die zwischenzeitlich politisch erstarkte Gruppe der Entwicklungsländer durch das Einsetzen der Verschuldungskrise Ende der 1970er Jahre jegliche Verhandlungsmacht eingebüßt hatte.

Abschließend empfiehlt der Beitrag eine konsequente Verankerung eines menschenrechtsorientierten Ansatzes in der Entwicklungspolitik, um die erklärten Zielsetzungen entwicklungspolitischer Bemühungen zu erreichen und strukturelle Ursachen von Armut aufzubrechen.